

14 juin 2015

Le congrès dit féministe de Québec solidaire **Un parti calinours aux antipodes de la « grève sociale »**

Un rendez-vous raté débutant avec Syriza, une rencontre avec l'indépendantisme écossais évitant la question des alliances, une élection interne l'escamotant après avoir suscité de faux espoirs. Ce faux départ ouvrit la mauvaise porte à un débat sur le féminisme pétri de généralités consensuelles à tonalité académique et prêt au grand écart pour éviter les questions qui fâchent et sans mot dire à propos de la lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures, sauf dans les discours et déclarations à la presse, alors que c'est là le lieu focal d'une attaque frontale contre les droits des femmes.

Pas de temps, évidemment, pour débattre du plan de travail pour les deux prochaines années ce qui aurait inévitablement amené sur le plancher du congrès le débat crucial sur la « grève sociale » objet de l'attention de toutes les militantes syndicales, étudiantes et des milieux populaires en préparation de la riposte de l'automne. Quant aux anticapitalistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, sauf peut-être les étudiantes libertaires, il semble gagnés par la confusion et par l'indécision.

Faut-il s'étonner, sur fond de sondages au beau fixe sans haut ni bas par rapport aux dernières élections, de la baisse réellement existante de popularité du parti lors des récentes élections partielles, baisse déniée par la direction du parti¹?

L'éternelle question des alliances est restée sous le boisseau

Québec solidaire, un parti représenté au parlement avec une réelle audience, invite une députée de Syriza dont la partie de bras de fer contre le capital financier et ses « institutions » est devenu le fer de lance mondial du combat politique de la gauche. Alors qu'il a plus que jamais besoin de soutien international influençant l'opinion publique et mobilisant dans la rue, Syriza se défile². C'est là, en plus du pied de nez à Québec solidaire, un comportement d'un parti nationaliste et électoraliste qui se soucie peu de l'urgence de la mobilisation populaire en Grèce et en dehors. Heureusement, une dirigeante du regroupement écossais *Une campagne pour une indépendance radicale* a soulevé l'enthousiasme de la salle en expliquant comment le bon résultat du « oui » écossais grâce à une campagne pour une indépendance de gauche a obligé le *Scottish National Party*, occupant en Écosse la niche du PQ, à faire, lors des élections britanniques quelques mois plus tard, une campagne électorale à la gauche du *Labor Party* débouchant sur un balayage.

Malheureusement, la dirigeante écossaise n'a qu'effleuré le projet du *Scottish Left Project* soit la question difficile de la transformation de ce regroupement hétéroclite en parti politique indépendantiste de gauche afin que le SNP cesse de récolter ce que sèment les indépendantistes de gauche. Par contre, ce fut le sujet principal abordé par *Le Devoir* qui en profitait pour suggérer qu'« [a]u Québec, la question d'une alliance entre les partis Option nationale, Québec solidaire et le Parti québécois a été plusieurs fois étudiée » alors que dans le paragraphe précédent Cat Boyd, l'invitée d'Écosse, affirmait plutôt que « les forces gauchistes, qui représentent un grand

-
- 1 Selon le [communiqué de presse du 8 juin](#), malgré un recul de la part relatif du vote par rapport à 2014 et une diminution de 50% du vote absolu, la direction du parti se félicite que le parti « maintienne ses appuis » lors des élections complémentaires de Chapleau et Jean-Talon. Pourtant, la question de la majorité n'était pas posée, une offensive d'austérité et pétrolière sans précédent est en cours, les trois partis néolibéraux sont dirigés par des hommes d'affaires issus du 1%. Ce contexte de l'élection partielle aurait dû valoir au parti une hausse marquée de sa part du vote.
 - 2 Il est difficile de croire que malgré l'urgence de la situation en Grèce il n'y avait pas une députée, une membre de la direction, une permanente ou tout simplement une militante compétente disponible.

pourcentage de la population mais qui sont divisées entre plusieurs partis, doivent se regrouper dans une alliance. »³ That is the question... que le congrès n'a pas abordé.

Assurément, le congrès allait se reprendre car les élections internes au poste de responsable aux communications lui fournissaient une deuxième chance. Moins de deux semaines avant le congrès, le responsable sortant et se représentant commettait un article vitriolique critiquant la direction du parti sur la question des alliances et sur sa détermination indépendantiste⁴. Était-ce là un coup de gueule sans lendemain ou l'annonce d'une opposition durable et organisée⁵? Ce ne fut même pas un tweet. Le message de deux minutes au congrès du responsable sortant fut un modèle de banalités politiquement vides se concluant par une invitation à lire son article dont le contenu n'était nullement abordé dans sa présentation. Il faut dire qu'entre-temps il y eut un petit coup de théâtre. Sa rivale pour le poste contesté, une proche du président du parti, s'était désistée.

D'autre part on remarqua que le ton de la porte-parole députée vis-à-vis le PQ s'était raffermi : « "On va se le dire, au Québec, il n'y a qu'un seul parti à gauche et c'est nous, pour le meilleur et pour le pire", a lancé Françoise David avec sérieux. "Il faut plutôt parler d'une coalition indépendantiste. Or, bien souvent, cette dernière revient à ce que QS se saborde pour que tout le monde revienne au PQ, qui serait la grande coalition. Et ça, il n'en est pas question !" » tout en précisant que « "dans un contexte référendaire, [...] c'est certain que nous serons dans le camp du Oui", insiste-t-elle. "Mais, on le fera avec nos valeurs, car l'indépendance doit avoir un sens." »⁶ Certes, on est loin des « copains et des copines » de février dernier mais il est toujours question de « coalition indépendantiste » sans trop savoir si l'on parle de contexte référendaire, où cette coalition s'impose en autant que l'on marche séparément pour frapper ensemble, ou de contexte électoral où, étant donné le système uninominal à un tour, il s'agit d'alliance stratégique directe ou indirecte, claire ou *sotto voce*, sous direction péquiste.

Entre « abolitionnisme » et « travail du sexe », un compromis ou un dépassement?

Puis le congrès s'attaqua au plat principal, la partie du programme, dite enjeu quatre, sur la question des femmes et afférentes. Le débat se focalisa sur les questions de la prostitution et de l'identité sexuelle et de genre, les autres points ayant été essentiellement couverts par les autres enjeux du programme et par la plate-forme électorale⁷. À la manière consensuelle de Québec solidaire, le congrès escamota le choix entre la position abolitionniste et celle dite « travailleuse du sexe » pour un juste milieu fait de généralités et de déclarations de bonnes intentions. Nulle part, les textes votés ne se situent par rapport à la législation fédérale sur le sujet voté l'automne dernier (loi C-36), aux pratiques policières et judiciaires, aux comparaisons avec d'autres pays et encore moins par rapport à la réalité fortement différenciée des femmes prostituées⁸.

N'aurait-il pas fallu aussi prendre en considération la nature même de la prostitution telle que léguée par l'histoire? Les tenants de la thèse « travailleuses du sexe » plaident que les conditions de travail des femmes sur le marché du travail dit « normal » sont aussi pétris d'aliénation, soit la soumission de sa force de travail à un patron qui s'approprie le produit du travail, souvent avec

3 Daphnée Hacker-B., [Combattre l'austérité par la gauche](#), Le Devoir, 30/05/15

4 André Frappier, [Lettre ouverte aux membres de Québec solidaire sur la souveraineté](#), Presse-toi-à-gauche, 19/05/15

5 Mon site web, [Dissidence au sein de la direction de Québec solidaire](#), 20/05/15

6 Florence Sara G. Ferraris, [Québec solidaire au féminin](#), Le Devoir, 30/05/15

7 Notons toutefois la vigilance du congrès sur la sous-question des femmes immigrantes. Il a rejeté d'emblée un sous-point suggérant une supériorité civilisationnelle de la société québécoise qui ne connaîtrait pas de « pratiques traditionnelles néfastes ».

8 Le récent documentaire d'Ève Lamont, *Le commerce du sexe*, présentée à Télé-Québec quelques jours avant le congrès, en plus de démontrer le rôle des proxénètes de tous genres explicite la panoplie des situations de prostitution au Québec, de celles du *jet-set* aux sans papiers prisonnières de chambres sordides en passant par ces prostituées de la rue Ste-Catherine Est habillées en guenilles au visage défait et au regard éteint.

harcèlement quand ce n'est pas avec le sacrifice de sa santé. Reste que la prostitution est un cas limite de l'exploitation et de l'oppression, en fait un au-delà, car c'est le corps lui-même qui devient une marchandise avec des limites variables au « droit » du proxénète sur le corps selon le statut de la prostituée. Comme, sauf exception, la prostitution n'est pas permanente même si elle stigmatise le corps et l'esprit pour la vie, on peut parler d'un état combinant esclavage temporaire, aliénant le corps, et salariat, aliénant la force de travail sous forme de « services / sévices sexuels ».

Au lieu de s'appuyer sur une telle analyse critique en vue de prôner une politique alternative, ce qu'est le but d'un programme, les propositions votées envisagent la fin de la prostitution en privilégiant « *éducation et sensibilisation* » tout en tournant en rond autour de la nécessité d'une législation. Cette hantise de la pénalisation des proxénètes de la prostitution est allée jusqu'à voter la suppression du passage « ... *en proposant des mesures visant à réprimer la demande et le proxénétisme en matière d'exploitation sexuelle* » de l'option abolitionniste avant même que le congrès ait à choisir entre les trois options soumises. On peut faire l'hypothèse que plusieurs personnes qui n'auraient pas choisi l'option abolitionniste de toute façon en ont profité pour édulcorer un aspect essentiel de ce point de vue avant même qu'il ne soit mis au vote. La culture du consensus du parti est à ce point prégnante qu'elle handicape sa dimension « parti de la rue » nécessairement liée à la confrontation contre l'ennemi de classe et de genre, ce que sont les proxénètes et certains clients brutaux, et même l'exercice du pouvoir requérant la coercition.

L'option votée qui « *entend mettre en place les conditions nécessaires à l'obtention d'un consensus social sur les mesures à instaurer dans ce domaine* » s'avère de facto une consécration du statu quo de la nouvelle loi. Celle-ci combine le deux parti-pris bourgeois, celui *conservateur* (pénalisation des proxénètes et de tous les clients) et celui *libéral* (dé-criminalisation des prostituées permettant ainsi leur libre auto-organisation et application laxiste de la loi⁹ ce qui n'oblige pas les prostituées, moyennant une certaine discrétion, à protéger leurs clients mais en même temps ne met pas sérieusement la bride au cou aux proxénètes). La tension entre ces deux positions au sein du mouvement féministe et de la gauche reflète celle au sein de la bourgeoisie, la position abolitionniste se collant à celle conservatrice, d'où le soutien critique de la CLES à la loi C-36¹⁰, la position « travailleuse du sexe » se collant au néolibéralisme d'où le rejet de C-36 par Stella¹¹.

On est loin d'un programme général de plein emploi écologique, spécialement riche en bons emplois féminins, et d'un de lutte conséquente et sans répit contre la violence anti-femme lesquels programmes minimiseraient l'offre de prostituées. On est aussi loin d'un programme spécifique, qui se doit d'être généreux et polyvalent, de sortie de la prostitution. La solution de gauche contre la prostitution en est une avant tout de mettre fin aux conditions la générant. On aurait attendu que ce congrès ciblé sur l'enjeu des femmes se centre sur ces programmes, qu'il les élabore y compris au niveau financier et de l'échéancier sans verser dans l'utopie.

Dans la période de transition, qui ne sera pas courte, un parti de gauche ne peut que réguler la prostitution en vue de l'abolir. Si la perspective est l'abolition, le pis-aller reste la dé-criminalisation de jure des prostituées et celle de facto, mais non de jure, des « proxénètes ». Ainsi serait possible la dénonciation puis l'arrestation des proxénètes et des clients brutaux mais sans zèle policier envers l'ensemble des clients ce qui se ferait sur le dos des prostituées. Il faut distinguer la loi et l'application de la loi. Comme la prostituée isolée est généralement sans pouvoir est nécessaire l'auto-organisation des prostituées, et leur soutien par les centrales syndicales et l'État, afin de lutter pour une meilleure sécurité, y compris des conditions de travail, et surtout pour des solutions de sortie autrement la perspective de l'abolition deviendrait un

9 Hélène Buzzetti, [Prostitution: pas d'arrestations de masse en vue à Montréal](#), Le Devoir, 9/12/14

10 CLES, [Mémoire de la concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle présenté au comité permanent de la justice et des droits de la personne](#), 7/07/14

11 Stella, [Mémoire au Comité sénatorial permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles \(C-36\)](#), 5/09/14

discours du dimanche.

Décisions évidentes, escamotées et erronées et « oubli » des débats cruciaux

L'autre débat à signaler a été celui concernant les identités sexuelles et de genre. Il a moins porté sur la reconnaissance de ces réalités, en particulier de l'intersexualité, et des services de soutien afférents, appuyés par la grande majorité, que sur la déclaration civique d'un changement de sexe ou d'un « troisième sexe » ni homme ni femme et, dans une moindre mesure, sur le pouvoir médical et parental en cas d'intersexualité. Si le débat a vite conduit, au nom du droit à l'autodétermination des individus, au rejet du pouvoir des parents et des médecins à choisir le sexe d'enfants intersexués, il s'est crispé sur la question de la déclaration de l'état civil quant au sexe. Si une importante majorité a approuvé « *l'ajout d'une troisième catégorie* », une forte minorité a désapprouvé le fait de « *rendr[e] la mention de sexe volontaire et optionnelle* ».

La majorité du congrès a ainsi donné préséance aux droits individuels par rapport à ceux de la collectivité. On peut comprendre que le difficile *coming-out* des personnes concernées soit facilité par l'absence de leur identification sexuelle sur leurs papiers d'identité mais la société a besoin de statistiques fiables sur cette information vitale. Par exemple, comment faire des analyses différenciées selon le sexe, et combien d'autres types d'analyse car très rares sont celles ne se référant pas à la variable « sexe », si celle-ci est biaisée par un pourcentage même faible de non déclaration? Ainsi, le parti s'est-il rangé du côté du Parti conservateur vis-à-vis le sabotage du recensement et pour les mêmes raisons ultra individualistes et anti scientifiques et possiblement anti État. C'est d'autant plus déplorable qu'il eut été facile de régler le problème, malgré certaines zones d'ombre, en distinguant papiers d'identité personnelle, où la mention « sexe » pourrait disparaître sans dommage, et les recensements pour lesquels l'état civil doit être exhaustif donc de réponse obligatoire.

Finalement les débats programmatiques ont été complétés par une commémoration de la Marche des femmes de 1995, à l'occasion de son vingtième anniversaire... quelque peu saupoudrée d'un petit culte de la personnalité¹². Le point finance a conclu le congrès mettant fin, espérons-le, à la souque à la corde entre le national et les circonscriptions au sujet du partage des contributions dite dédiées. Somme toute, le congrès a pris beaucoup de décisions évidentes et a escamoté ou erré sur celles difficiles. La montagne a accouché d'une souris mal en point. C'est d'autant plus déplorable que les plusieurs débats cruciaux ont été évacués. Il y a ceux déjà mentionnés de la politique des alliances et de la promotion de la souveraineté. On a pu même constaté que la direction a manœuvré pour qu'ils n'arrivent pas sur le plancher du congrès. Ces manigances rappellent ce congrès d'avril 2012, au zénith du Printemps érable, quand la direction a évité un débat sur la « grève sociale » en le remplaçant par une déclamation lyrique et par un panel de quatre personnes dont aucune ne provenait du milieu étudiant. Puis ce congrès est passé à autre chose.

La « grève sociale », grande absente du congrès

Cette fois encore le même débat est posé par la lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures laquelle lutte fait du sur place faute de « grève sociale », soit une grève politique impliquant syndiquées, étudiantes, militantes populaires et toute personne de bonne volonté dans des grèves pro-actives, occupations, blocages, affichages, manifestations monstres. Il était d'autant plus pertinent de faire ce débat au congrès que l'austérité et le développement pétrolier et minier annoncent un recul profond eu égard aux droits des femmes que ce soit concernant leur

¹² On y a bien mis en évidence le rôle de la porte-parole députée et, dans une moindre mesure, de l'autre femme députée mais on n'a même pas mentionné le nom de la coordonnatrice de la Marche de 1995 et qui fut aussi coordonnatrice de la Marche mondiale en l'an 2000. Aujourd'hui dirigeante de la CLES, il a fallu qu'elle rappelle son existence par une lettre aux journaux.

autonomie économique, le travail gratuit et la violence. Les directions syndicales ne veulent rien savoir d'une « grève sociale », l'ayant sabotée lors du printemps 2015, faisant plutôt miroiter pour cet automne l'illusion d'une grève traditionnelle du seul secteur public pour la seule convention collective. Elles savent fort bien qu'à défaut de pouvoir imposer une entente pourrie à la 2010 sur la base d'un prix coco salarial, elle pourront se réfugier derrière le bouclier d'une loi spéciale comme en 2005 si ce n'est la loi des services essentielles.

Mais les directions syndicales doivent compter sur une grandissante colère à la base particulièrement dans les milieux qui ne s'étaient pas mobilisés pour le printemps 2015 et pour sa conclusion mi-chair mi-poisson du premier mai¹³. Au début septembre, la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), la clef de toute grève conséquente, doit prendre un vote de défi d'une éventuelle loi spéciale à ratifier ensuite dans les syndicats locaux. Au niveau des écoles primaires et secondaires, les parents avec l'appui des enseignantes ont déjà amorcé un début de « grève sociale » et s'organisent pour une rentrée militante. L'organisation libertaire Printemps 2015 parie sur une « *campagne estivale contre les hydrocarbures* » dans l'Est du Québec. Québec solidaire peut faire la différence pour faire pencher la balance de ce rapport de forces entre d'une part le grand mouvement pour la « grève sociale » contre l'austérité et les hydrocarbures et d'autre part l'unité organique du patronat, des gouvernements et des directions syndicales pour préserver la « paix sociale » quelque soient les différences tactiques en leur sein.

Ce débat aurait dû être central lors du congrès afin que Québec solidaire s'affiche comme le parti de la « grève sociale » pour vaincre l'austérité et pour bloquer les hydrocarbures et le Plan Nord. L'envers positif de la médaille aurait été l'occasion de donner un corps concret à cette abstraite « *campagne politique sur l'économie* » du « *plan de travail 2015-2017* », présenté au congrès à la va-vite et sans débat. Cette contrepartie à l'austérité et aux hydrocarbures ne peut qu'être écologique jusqu'au bout des ongles. Un parti de gauche à l'ère de la crise climatique et de celle de la biodiversité ne peut que fusionner développement économique et tout plan de sortie des hydrocarbures. Le plan de travail de plus de 20 pages ne fait aucun lien entre économie et écologie en plus de rester muet sur la question écologique proprement dite. Toute une performance pour un parti prétendant mettre l'écologie au poste de commande. Pour en rajouter, il prévoit le démarrage de la campagne économique seulement au début de 2016, l'automne 2015 étant réservé à la consultation. Cependant, la bataille contre l'austérité, du moins sa première manche en lien avec la convention collective du secteur public, se jouera vraisemblablement cet automne. En plus, l'événement mondial majeure prévisible de l'automne 2015 sera la conférence climatique de Paris (COP21), la conférence de la dernière chance admettent plusieurs.

Le saucissonnage entre économie, écologie et souveraineté tue la « grève sociale »

Serait-ce que le parti n'est pas prêt? Il est à réviser son plan inadéquat de « sortie du pétrole » qui renonce à une rupture avec les hydrocarbures, tel que préconisée par la plate-forme, afin de plaire aux banques et consorts qui devraient le financer à leurs conditions¹⁴. Le comité environnement du parti avait pourtant produit un plan conforme à la plate-forme électorale à l'occasion de la tenue de la Commission sur les enjeux énergétiques du gouvernement du Québec à l'automne 2013¹⁵. La direction du parti, effarouchée par le caractère concret de l'analyse et des recommandations, ce qui avait des implications sur le cadre financier au-delà de ce qui est acceptable au capital financier, a fait retirer (temporairement) le mémoire du site de la Commission, a fait pression sur Presse-toi-à-gauche pour le retirer de son site, ce qui fut fait, et a refusé de le publier sur son site ou de le distribuer aux instances locales du parti pour au moins en

13 Voir mon site web, [Un premier mai mi-chair mi-poisson](#), 8/05/15

14 Pour une critique détaillée de ce plan, voir mon site « [La campagne Solidaire pour sortir du pétrole](#) », 5/09/13

15 [Mémoire de la commission environnement et énergie de Québec solidaire soumis à la Commission sur les enjeux énergétiques du gouvernement du Québec](#), site du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles du Québec, 11/10/13

discuter à l'interne.

Selon le plan de travail, dès ce mois de juin et cet automne, le parti veut « *faire connaître la pertinence [...] de son projet souverainiste* ». Il faut présumer qu'il s'agira de faire la promotion de l'Assemblée constituante, que couleront financièrement ou militairement s'il le faut les forces fédéralistes, et non de lier cette promotion à la « *campagne politique sur l'économie* » dont le contenu ne sera disponible qu'en 2016. Pourtant le refus de l'austérité et des hydrocarbures suppose, pour dire le moins, un rejet de la politique économique du gouvernement canadien laquelle politique ne sera au mieux qu'atténuée avec un éventuel gouvernement NPD, lors des élections en octobre prochain, si l'on en juge par son parti-pris pour l'oléoduc Énergie-Est de Trans-Canada (et pour le pétrole bitumineux en autant qu'il est raffiné au Canada) et par la politique d'austérité des gouvernements provinciaux NPD récents et actuels. Quant au financement d'une politique alternative de rupture avec les hydrocarbures d'ici 2030, prévue dans la plate-forme, et d'une réduction des gaz à effet de serre de 40% par rapport au niveau de 1990, aussi prévue, elle exige une expropriation des banques et consorts sans attendre la prochaine élection de 2018.

Qu'est-ce à dire? Que la lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures doit se transformer dans les plus brefs délais en « grève sociale » dans la perspective d'une prise de pouvoir venant d'une poussée de la rue sur la base d'élections hâtives ou sur la base d'une fédération de comités de « grève sociale » dans les lieux de travail et d'études et dans les quartiers. Un gouvernement Solidaire s'appuyant sur un peuple mobilisé, ce dont ne bénéficie pas ni ne recherche l'actuel gouvernement Syriza en Grèce, pourra dès la prise du pouvoir déclarer unilatéralement l'indépendance du Québec afin d'avoir le pouvoir d'exproprier le capital financier (et de sauvegarder la langue française). Ainsi à la fois aura-t-il renversé les obstacles politique (le gouvernement fédéral et ses sous-fifres québécois) et économique (Bay Street et ses correspondants québécois en alliance avec Wall Street et la City) et se sera-t-il doté des moyens financiers pour mettre immédiatement en branle une politique de plein emploi écologique. Ensuite, et ensuite seulement, viendra le temps de l'Assemblée constituante pour consolider les acquis mais aussi comme tremplin vers d'autres conquêtes dans un esprit de révolution permanente.

Des anticapitalistes aux abonnés absents ou sombrant dans l'élitisme groupusculaire

Au congrès, la seule instance ou organisation qui tenta d'y inscrire, sans succès même apparent, la thématique de la « grève sociale » fut le Réseau écosocialiste. Et encore là, le texte proposé, resté finalement confidentiel parce que non présenté au congrès ni distribué alors qu'au moins deux associations de comté ont distribué des tracts sur d'autres sujets, n'a finalement mentionné la « grève sociale » que suite à une courte réunion à l'heure du lunch réunissant une vingtaine de personnes. Il faudrait faire au moins aussi militant que le Caucus socialiste¹⁶ du NPD qui réunit quelques dizaines de personnes aux congrès du parti, produit des tracts et un journal annuel et fait des interventions planifiées sur le plancher du congrès. Pour ce faire, cependant, il faudrait que le Réseau se définisse comme un pôle oppositionnel au sein du parti avançant dans toutes les instances, tout en se dotant des outils nécessaires, une nouvelle orientation anticapitaliste — c'est la moindre des choses quand on se définit comme écosocialiste — un nouveau type d'organisation d'abord structurée par secteurs d'intervention qui sied à un parti de la rue et une nouvelle direction férue de la dialectique de la collégialité entre base et sommet et non de manipulation pyramidale.

La marginalité, peut-être sans retour, des anticapitalistes au sein de Québec solidaire, alors qu'ils étaient fort influents dans l'ancienne UFP et même encore au début de l'existence de Québec solidaire, s'explique par la tactique profil bas des initiateurs du Réseau écosocialiste. Au lieu, dès

¹⁶ Voir le site web du [Caucus socialiste](#) du NPD. On peut bien sûr poser la question de la pertinence de l'existence d'un tel caucus dans un parti irrémédiablement social-libéralisé et nationaliste canadien.

2002, de tirer les leçons de la débandade sociale-libérale du Parti brésilien des travailleurs (PT), ce qui a fait éclaté son influente aile anticapitaliste résultant du refus de celle-ci de mener un travail oppositionnel conséquent au sein du PT, Gauche socialiste et consorts ont fait alliance avec la direction sociale-libérale du nouveau Québec solidaire qui s'était assurée de neutraliser tout droit aux tendances dans le parti en les réduisant à d'inoffensifs « collectifs » sans droit de représentation. Le restant de l'influence des anticapitalistes servit à consolider la stratégie institutionnelle de l'Assemblée constituante, qui sert aujourd'hui de contrepoids à celle de la « grève sociale », après quoi la direction du parti les envoya dans les limbes. Tant et si bien qu'aujourd'hui, après plus de deux ans d'existence, ce Réseau fondé à la va-vite sur la base d'une idée à la mode d'ailleurs reprise par le très modéré Parti vert du Québec se résume pratiquement à un site web et à un réseau facebook très peu actifs. Quant à Gauche socialiste, il a cessé toute activité propre sauf à animer en sous-main Presse-toi-à-gauche en alliance avec le responsable national aux communications de Québec solidaire qui, dans sa biographie de présentation, cache cette information.

Faut-il compter sur les nouvelles organisations Printemps 2015 et Offensive syndicale pour prendre le flambeau de la « grève sociale » hors Québec solidaire? Un peu imprudemment, mue par l'intempestivité cent fois justifiée de la jeunesse face à un avenir sans avenir ce qui pousse certains jeunes vers les « succès » de l'État islamique, Printemps 2015, dont cependant la démocratie interne est loin d'être exemplaire relevant davantage d'une élite semi-clandestine, a impulsé un réel début de « grève sociale » qui n'a cependant pas décollé hors l'Île de Montréal et surtout que les directions syndicales ont saboté et dénoncé. On verra leur capacité de rebondissement cet automne après leur tournée estivale dans l'Est du Québec. Puisse-t-il se démocratiser et s'en remettre à la souveraineté de l'assemblée générale des partisans de la « grève sociale ».

Offensive syndicale, procédant d'une autre tradition anticapitaliste misant avant tout sur le mouvement syndical, n'arrive pas à décoller après plus d'un an d'existence. Elle aussi souffre d'une sérieuse carence démocratique se refusant à discuter d'une orientation, d'un plan d'action et surtout de s'élire une direction. À ses rencontres occasionnelles, dont la dernière a été un flop tant au niveau du nombre de participantes, de sa composition peu syndicale et de son contenu peu mobilisant et répétitif, elle se contente d'invitation de conférenciers et de discussions informelles utiles mais qui n'engagent personne. C'est comme s'il y avait une connivence entre la direction contrôlante et opaque provenant d'une mini organisation issu de l'ASSÉ de 2012, en complète contradiction avec la pratique démocratique du Printemps érable, et des militants syndicaux se refusant à s'engager sérieusement par peur de confronter la bureaucratie syndicale particulièrement son aile gauche avec laquelle ils sont liés. Les critiques acerbes des directions syndicales par les militantes, surtout à la CSN, ne paraissent pas annoncer une opposition syndicale organisée digne de ce nom laquelle continue à briller par son absence depuis des dizaines d'années au Québec.

Québec solidaire mettra-t-il son poids dans la balance?

La continuation d'une mobilisation de basse intensité dont le très petit « *grand tintamarre* » organisé par l'ASSÉ en ce 13 juin à l'occasion du congrès du Parti libéral et, le lendemain, la manifestation improvisée du Front commun au même endroit sera-t-elle suffisante pour déclencher un automne chaud? Comme le dit le chroniqueur du Devoir sur la politique québécoise, « *[m]algré quelques soubresauts provoqués par la grève étudiante, le "printemps chaud" que d'aucuns prédisaient n'a pas eu lieu. L'austérité provoque des grincements, mais pas de révolte. [...] Le problème est que l'économie ne se porte finalement pas si mal et que les choses semblent vouloir s'améliorer*¹⁷. » Pour reprendre les propos de l'éditorialiste du même journal, le gouvernement Couillard, comme le souligne le sondage du même jour signalant une remontée des Libéraux redevenus le premier choix de l'électorat malgré le nouveau chef milliardaire du PQ,

17 Michel David, [Un homme sonné](#), Le Devoir, 13/06/15

« ...a réussi un atterrissage en douceur [malgré] ... l'insensibilité du gouvernement devant les effets des réductions de budget sur les services aux citoyens, particulièrement sur les clientèles à risques [...] ...pour reprendre l'expression de la députée Françoise David, il sait être "dur avec les faibles" »¹⁸.

La débandade de la CAQ lors de l'élection partielle dans le comté de Chauveau et dans le sillage de l'élection de PKP à la tête du PQ annonce que le retour de la polarisation sur la question nationale aurait tôt fait de combler le vide laissé par le recul de la lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures. Contre le souverainisme de droite du PQ ce serait un triomphe des Libéraux en 2018. Il appartient à Québec solidaire d'apporter à la mobilisation sociale une perspective d'indépendance de gauche contre le fédéral et contre la finance afin de transformer la « grève sociale » en conquête du pouvoir, seule stratégie réaliste pour battre l'austérité et les hydrocarbures. Cette stratégie, au lieu de les opposer, combine question nationale et question sociale, sans en instrumentaliser aucune comme le fait Québec solidaire en réduisant l'indépendance à seulement un moyen, se renforçant ainsi l'une l'autre pour vaincre ensemble.

Il ne suffit pas à Françoise David de clamer que « *"L'automne sera chaud à toutes sortes de points de vue, n'en doutons pas"* » et que « *la "mobilisation citoyenne" s'organise.* »¹⁹ puis en même temps, à l'occasion de la fin de la session, de renouer son offre de dialogue envers le PQ : « *Si un jour M. Péladeau veut discuter avec nous, évidemment nous discuterons.* »²⁰ C'est ce qu'on appelle parler des deux côtés de la bouche en même temps tout en attendant passivement que la mobilisation sociale pave la voie à une victoire électorale Solidaire en 2018 après que la rue se sera cassée la gueule comme cela s'est produit au bénéfice de Syriza en Grèce... avec les mêmes résultats désastreux une fois élu à moins de sursaut populaire qu'on a pas encore vu en Grèce. Après avoir plié le temps d'un congrès, la porte-parole députée en est revenu à son discours consensuel avec l'ennemi de classe. Le congrès a raté une bonne occasion de brasser la cage pendant que la gauche anticapitaliste du parti s'enlise dans l'immobilisme.

Marc Bonhomme, 14 juin 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

18 Bernard Descôteaux, [Atterrissage en douceur](#), Le Devoir, 13/06/15

19 Marco Bélair-Cirino, [Automne chaud à l'horizon](#) (encart), Le Devoir, 13/06/15

20 Radio-Canada, [Bulletin de nouvelles](#), Première chaîne, Montréal, 8:00, 13/06/15